

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer
55000 BAR-LE-DUC

BAR-LE-DUC, le 17/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUOT ROBINETTERIE

2 rue de la Marsoupe
BP 36
55300 Saint-Mihiel

Références : JPM-426-2023
Code AIOT : 0006200888

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement HUOT ROBINETTERIE implanté 2 rue de la Marsoupe BP 36 55300 Saint-Mihiel. L'inspection a été annoncée le 15/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUOT ROBINETTERIE
- 2 rue de la Marsoupe BP 36 55300 Saint-Mihiel
- Code AIOT : 0006200888
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HUOT Robinetterie est spécialisée dans la fabrication et l'assemblage de pièces à base de fonte ou de laiton destinées à la réalisation de réseaux d'eau potable.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative
- risque foudre
- prélèvement et consommation d'eau
- Consommation de solvant

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suite :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Lettre de suite de l'inspection	8 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	/	Sans objet
2	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 § 1	/	Sans objet
3	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 § 3 et 4	/	Sans objet
4	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	/	Sans objet
5	protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émissions	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation de la société HUOT a évolué depuis la notification de son arrêté préfectoral d'autorisation n° 3420 du 10/08/1981, et doit de fait faire l'objet d'une mise à jour.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, nomenclature ICPE
Prescription contrôlée : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

<p>Constats : L'inspection a constaté que du fait du changement de la production industrielle de l'établissement, de la modernisation de son outil de travail et de l'évolution des process et du nombre de personnes employées dans cette usine, que les volumes d'activités ou capacités réelles des installations classées que comporte l'établissement n'étaient plus en phase avec ceux fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (baisse d'activité et cessation partielle). Par conséquent, l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 3420 du 10 août 1981 qui comporte la liste recensant les activités autorisées de la nomenclature des installations classées applicables à l'établissement doit être révisé.</p> <p>La société HUOT avait été notifiée d'une mise en demeure via l'Arrêté préfectoral n°2014-183 du 30 janvier 2014 et a transmis en préfecture les documents demandés soit : Un dossier de mise à jour de sa situation administrative (reçu en préfecture le 01/06/2015) ; L'analyse du risque foudre du site (reçu en préfecture le 01/06/2015) ; Un dossier de notification de cessation partielle d'activité (reçu en préfecture le 30/06/2014). Ces éléments démontrent une réduction des activités classées entre 1981 et 2015. Lors de la visite, il a semblé que les activités étaient similaires à celles décrites dans le dossier de 2015.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit vérifier que les activités actuelles sont les mêmes que celles décrites dans son dossier de 2015, à défaut il informera Monsieur le préfet de la Meuse des modifications apportées sous un délai d'un mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 § 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, analyse de risque</p>
<p>Prescription contrôlée : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p>
<p>Constats : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement a été réalisée par un organisme compétent (SOCOTEC). L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un rapport d'analyse n° 25750/14/5803 daté du 13/10/2014. Ce rapport conclut que le niveau de protection calculé selon le guide UTE C 17-100-2 indique que les bâtiments sont auto-protégés (installations extérieures) ; L'analyse du risque foudre montre qu'il n'est pas nécessaire de mettre en place un SPF (système de protection contre la foudre) pour protéger les installations intérieures.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21 § 3 et 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, contrôles</p>
<p>Prescription contrôlée : L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p>
<p>Constats : L'analyse du risque foudre ayant démontré qu'il n'était pas nécessaire de protéger les installations</p>

contre la foudre, l'exploitation ne dispose pas de dispositifs de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, documents
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant a fourni une copie de son analyse du risque foudre à l'inspection des installations classées. L'analyse du risque foudre ayant démontré qu'il n'était pas nécessaire de protéger les installations contre la foudre, l'exploitation ne dispose pas de dispositifs de protection contre la foudre et de ce fait l'exploitant ne dispose pas des autres documents réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, paratonnerre
Prescription contrôlée : Les paratonnerres à source radioactive présents dans les installations sont déposés avant le 1er janvier 2012 et remis à la filière de traitement des déchets radioactifs.
Constats : L'exploitant précise que le site ne dispose pas de paratonnerre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de mesure
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totaliseur. L'exploitant détient un registre sur lequel il renseigne les résultats de ses relevés. L'exploitant précise qu'il effectue des relevés mensuels de ses compteurs. Il indique à l'inspection une consommation annuelle moyenne de 2000 m3/an pour le réseau d'eau de ville et 100552 m3/an pour le forage (01922X0066/F) qui sert au refroidissement des 4 presses hydrauliques (matriçage). Après calcul, il s'avère que la consommation d'eau prélevée du forage dépasse les 100 m3/jour (Environ 457m3/jour), l'exploitant doit donc revoir la manière de remplir son registre, et le renseigner quotidiennement.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 jours

N° 7 : Valeurs limites d'émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28-1
Thème(s) : Risques accidentels, plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, via son inventaire et son suivi de consommation indique à l'inspection consommer 900 kg de solvant par an (solvant de dégraissage). L'exploitant précise que les pièces peintes sont soit des produits qui arrivent déjà peints sur les lignes d'assemblage, soit des éléments peints sur place par peinture à base de poudre époxy et sans utilisation de solvants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet